

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE

MONTRICHER-ALBANNE Alors que l'emploi est menacé sur le site du Bochet

FerroPem : mobilisation générale pour un sauvetage



La sénatrice Martine Berthet, devant l'usine, en présence de nombreux élus et des salariés : « Il faut sauvegarder un savoir-faire reconnu. » Photo DR

Nouvelle visite au Bochet, vendredi 9 octobre au matin, celle de Martine Berthet, sénatrice, alors que les syndicats annoncent des actions coordonnées avec leurs camarades espagnols.

Les parlementaires montent au créneau dans l'affaire FerroPem. Émilie Bonnivard, députée de la 3^e circonscription, se disait, vendredi 9 octobre, « informée depuis deux jours d'une volonté de restructuration qui pourrait avoir des conséquences sur l'emploi industriel ».

Il ne lui était pas possible

de quitter l'Assemblée nationale avant ce samedi mais, « avec mon collègue Vincent Rolland, souligne-t-elle, nous avons eu à plusieurs reprises le cabinet de la ministre de l'Industrie, et des représentants syndicaux. Nous attendons d'en savoir plus mais une chose est certaine, nous nous battons pour la sauvegarde de ces sites industriels historiques et de qualité, plus encore aujourd'hui alors que nous parlons de réindustrialisation et de souveraineté industrielle ».

« Pas question que la crise soit l'occasion de perdre une partie du savoir-faire et des emplois », insiste Émilie

Bonnivard. Cette question de l'excellence industrielle était aussi au cœur du propos de la sénatrice Martine Berthet, sur place au Bochet, à la rencontre des salariés et de leurs représentants.

L'Europe protège mal son marché et doit réfléchir aux tarifs de l'électricité

« FerroPem a une production spécifique [du silicium d'une grande pureté] qui fait sa force, comme le fil d'aluminium fait la force de Trimet », a-t-elle rappelé.

Martine Berthet a également souligné la question de

la fourniture d'électricité : les tarifs préférentiels réservés aux « électrointensifs » sont encore en vigueur pour une année, mais il faudra bien trouver une solution, au-delà de cet horizon assez proche. Autre difficulté soulignée par la sénatrice : les droits de douane, très faibles en Europe sur le silicium, alors que les États-Unis et le Canada protègent leurs marchés contre l'entrée de la production chinoise.

Vendredi, beaucoup d'élus étaient à ses côtés devant l'usine, notamment Yves Durbet. Le président du Syndicat du pays de Maurienne a fait le parallèle avec la si-

L'INFO EN +

■ PCF : « Le Monopoly capitaliste »

« Le groupe industriel ibéro-étatsunien spécialiste du silicium, nécessaire en sidérurgie, dans l'automobile, le rail et le photovoltaïque, sacrifie ses usines dans le Monopoly capitaliste », a estimé Billy Margueron, secrétaire départemental du Parti communiste français (PCF), dans un communiqué. « Une fois de plus, nous ne pouvons que constater que seuls les profits intéressent les dirigeants et les actionnaires de cette entreprise et que l'humain n'est pour eux qu'une variable d'ajustement. »

tuation de l'usine Pechiney de Saint-Jean-de-Maurienne il y a dix ans, avec sa reprise par Trimet.

Xavier Marmi, représentant syndical CGT, n'est d'ailleurs pas attaché au maintien à tout prix des liens avec FerroGlobe. « Nous n'avons pas envie de mourir avec un groupe, alors que s'il nous vendait, cela irait peut-être mieux », a-t-il avoué. En attendant, même si les fours ont redémarré au Bochet, des actions vont se poursuivre en liaison avec les syndicats espagnols, une démarche européenne pleinement assumée.

F.T.